

NATIONS UNIES
Assemblée générale
QUARANTE-CINQUIÈME SESSION
Documents officiels

TROISIÈME COMMISSION
33e séance
tenue le
mardi 6 novembre 1990
à 15 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 33e SEANCE

Président : Mme ZINDOGA (Zimbabwe)
(Vice-Présidente)

puis : Mme COOMBS (Nouvelle-Zélande)
(Vice-Présidente)

SOMMAIRE

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR : LUTTE INTERNATIONALE CONTRE L'ABUS ET LE TRAFIC
ILLICITE DES DROGUES (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.3/45/SR.33
27 décembre 1990
FRANÇAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

90-56884 94510 (F)

/...

22 p.

En l'absence du Président, la Vice-Présidente, Mme ZINDOGA (Zimbabwe), prend la présidence

La séance est ouverte à 15 h 15.

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR : LUTTE INTERNATIONALE CONTRE L'ABUS ET LE TRAFIC ILLICITE DES DROGUES (suite) (A/45/3, chap. V, sec.. D, A/45/495, A/45/535, A/45/536, A/45/542, A/45/652 et Add.1, A/45/301, A/45/303, A/45/329; A/C.3/45/4 et E/1990/39/Add.1)

1. M. KALITA (République socialiste soviétique d'Ukraine), signale que la coopération internationale s'est beaucoup intensifiée récemment dans le domaine du contrôle de l'abus des drogues et fait d'état d'événements importants survenus en la matière : la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite de drogues, tenue en 1987, à laquelle ont été adoptés la Déclaration et le Schéma multidisciplinaire complet pour les activités futures de lutte contre l'abus des drogues, la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, adoptée en 1988, et la tenue, en février 1990, de la dix-septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, au cours de laquelle ont été adoptées la Déclaration politique et le Programme d'action mondial sur la coopération internationale contre la production, l'offre, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants et de substances psychotropes. Il appartient à présent à la communauté internationale de veiller à ce que toutes les dispositions de ces instruments soient respectées. L'Organe international de contrôle des stupéfiants et le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues devraient en particulier jouer un rôle plus important dans ce domaine.

2. La RSS d'Ukraine se félicite des travaux du Groupe d'experts chargé de conseiller et d'assister le Secrétaire général en vue d'accroître l'efficacité du dispositif de lutte contre l'abus des drogues de l'Organisation des Nations Unies. C'est sur les travaux de ce groupe que le Secrétaire général s'est fondé pour formuler les recommandations contenues dans le document A/45/652. Sans préjudice de l'autonomie de l'Organe international de contrôle des stupéfiants ou du caractère volontaire des contributions au Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, la proposition visant à mettre en place une structure unifiée de l'Organisation des Nations Unies en matière de lutte contre l'abus des drogues mérite d'être prise en considération. Il faut également se féliciter de la recommandation consistant à veiller à ce que le responsable de ce nouveau service y soit affecté à temps complet et non dans le cadre de ses activités au sein d'autres organes. La RSS d'Ukraine convient également que le chef de ce nouvel organe devrait dépendre directement du Secrétaire général et que l'organe en question devrait avoir son siège à Vienne afin qu'il puisse utiliser ainsi l'infrastructure disponible et éviter les dépenses inutiles.

3. Une des mesures les plus importantes que l'on puisse adopter consisterait à renforcer la base juridique de la lutte contre le terrible phénomène des drogues. La RSS d'Ukraine, qui a adhéré à la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, ainsi qu'à la Convention sur les substances psychotropes de 1971, s'acquitte des

(M. Kalita, RSS d'Ukraine)

obligations qui lui incombent en vertu de ces importants instruments internationaux. Elle attache également une grande importance à la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes de 1988 qui devrait se transformer en un instrument de lutte contre le trafic des drogues. La RSS d'Ukraine a récemment participé à la rédaction de la Convention, y a adhéré et s'apprête à la ratifier. En outre, elle incorpore dans sa législation nationale les mesures nécessaires pour appliquer la Convention sur son territoire et pour établir les structures administratives nécessaires à cette fin.

4. La RSS d'Ukraine attend avec intérêt la tenue, en 1990, de la réunion régionale pour l'Europe des chefs des organismes nationaux de répression de l'abus des drogues, qui pourrait contribuer notablement à la réduction du trafic illicite des drogues.

5. Il est clair que l'efficacité, à l'échelon international, des mesures de lutte contre l'abus des drogues est étroitement liée à celle que ces mesures ont à l'échelon national. La RSS d'Ukraine s'est engagée dans cette lutte au niveau de l'ensemble de la République. Elle a offert une assistance à plus de 27 000 toxicomanes. Au printemps de 1990, elle a entrepris, au niveau de l'ensemble de la République, un programme de lutte contre l'abus des drogues. Simultanément, pour compléter les travaux des organismes existants, elle a créé un service interrégional de lutte contre les stupéfiants. Le contrôle de la production, du transport, de l'entreposage et du trafic des drogues s'est considérablement amélioré. Ces crimes sont punis par de lourdes peines, y compris de fortes peines d'amende et des peines de prison pouvant atteindre une durée de 15 ans.

6. Compte tenu de l'expérience qu'elle a acquise au niveau international, la RSS d'Ukraine ne peut, de toute évidence, résoudre ce problème exclusivement par des mesures répressives. Elle se doit également d'adopter des mesures préventives pour éliminer les facteurs qui provoquent la consommation de drogues et promouvoir la réadaptation des toxicomanes.

7. Le succès de la Décennie des Nations Unies contre l'abus des drogues, qui débutera en 1991, dépendra de la manière dont cette décennie commencera. A cet égard, la RSS d'Ukraine souscrit à la proposition tendant à créer une nouvelle structure unifiée de lutte contre les drogues. On pourrait également promouvoir l'application du Programme d'action mondial que l'Assemblée générale a adopté à sa dix-septième session extraordinaire et dans lequel sont énoncées les mesures à appliquer au cours de la Décennie. La RSS d'Ukraine a prié la Commission des stupéfiants d'élaborer un programme pour la Décennie et de prêter tout particulièrement attention aux mesures internationales visant à garantir la réalisation des buts de la Décennie. Par ailleurs, il faut accorder une attention particulière à l'évaluation de l'application des mesures prévues dans le cadre de la Décennie ainsi qu'à l'échange bilatéral et multilatéral d'informations. A cet égard, la RSS d'Ukraine propose d'accueillir un séminaire sur les problèmes de la lutte contre l'abus des drogues, auquel participerait l'Organisation des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales.

(M. Kalita, RSS d'Ukraine)

La RSS d'Ukraine, qui accorde une grande importance aux activités à l'échelon national, espère que des comités nationaux seront bientôt créés dans le cadre de la Décennie afin d'assurer la mobilisation du public dans les Etats Membres.

8. M. AWOONOR (Ghana) signale que les efforts qui ont été déployés à l'échelon national, régional et international pour lutter contre le fléau des drogues et leurs effets dévastateurs sur le développement socio-économique et culturel n'ont pas encore produit les résultats souhaités. Etant donné qu'il s'agit d'un problème aux aspects multiples, il ne pourra être éliminé que par une campagne de grande envergure et de longue durée dont l'ensemble de la communauté internationale partagerait la responsabilité collective. Le Ghana se félicite, par ailleurs, du consensus général qui s'est fait jour dans ce domaine au cours des années.

9. Il faut se réjouir des importants succès que l'Organisation des Nations Unies a enregistrés dans le domaine de la lutte contre les drogues, notamment de l'adoption de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, telle qu'elle a été modifiée par le Protocole de 1972, et de la Convention sur les substances psychotropes de 1971. Toutefois, en l'absence de progrès appréciables dans la lutte contre les drogues, il a fallu élaborer de nouveaux programmes pour renforcer la coopération internationale. L'intervenant mentionne à cet égard l'adoption en 1987, par les 138 Etats représentés à la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite de drogues, de la Déclaration et du Schéma multidisciplinaire complet, qui n'ont rien perdu de leur actualité.

10. Le Ghana se félicite de l'entrée en vigueur, le 11 novembre 1990, de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, qui a été adoptée à Vienne en décembre 1988. Ses positions constituent en effet un effort de grande envergure déployé par la communauté internationale pour lutter contre les causes profondes du problème des stupéfiants. Le Ghana, qui a ratifié cette Convention, prie instamment tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait, de la ratifier dès que possible. En outre, le Ghana a promulgué diverses lois pour appliquer cet instrument. En mai 1990, il a aussi promulgué la loi sur les stupéfiants, qui vise à limiter les crimes liés aux drogues et à punir ces crimes à des fins de dissuasion. Cette loi prévoit la saisie et la destruction du matériel utilisé pour commettre ces crimes ainsi que la confiscation des revenus et des biens acquis par le trafic illicite des stupéfiants. Elle prévoit également que le Ghana apportera une aide aux Etats parties à la Convention.

11. Le Ghana attache une grande importance à la Déclaration politique et au Programme d'action mondial que l'Assemblée générale a adoptés à sa dix-septième session extraordinaire.

12. La délégation ghanéenne rend hommage aux travaux du Groupe d'experts chargé de conseiller et d'assister le Secrétaire général en vue d'accroître l'efficacité du dispositif de lutte contre l'abus de drogues de l'Organisation des Nations Unies et accueille avec satisfaction la proposition du Groupe tendant à unifier les trois organes de contrôle qui existent déjà à Vienne, pour les transformer en un seul

(M. Awoonor, Ghana)

service exécutif dirigé par un fonctionnaire unique. L'action de ce service améliorerait considérablement l'efficacité des travaux de l'Organisation dans le domaine de la lutte contre l'abus des drogues et éliminerait certains des problèmes de double emploi créés par l'existence simultanée des trois organes. Il faut espérer que ce nouveau service disposera des fonds nécessaires pour s'acquitter de son mandat.

13. Le Ghana réitère que, pour mener à bien tout effort international de lutte contre le problème des stupéfiants, il est capital de réduire la demande de drogues. Les principaux pays consommateurs doivent vigoureusement affronter ce problème à l'intérieur de leurs frontières, faute de quoi, les efforts de lutte menés par les pays de transit et les pays producteurs seront vains. Il ne suffit pas de donner des leçons de morale aux pays producteurs alors qu'il n'existe en apparence dans les pays industrialisés aucun grand programme visant à éliminer la consommation de drogues. Il est grand temps que les pays consommateurs renoncent à la rhétorique et mettent en oeuvre un programme d'action sérieux et radical. Les pays producteurs, en effet, sont pauvres et ont besoin de leurs ressources pour leur développement, de sorte qu'ils ne peuvent supporter le vaste coût d'un grand programme national de lutte contre les drogues.

14. Les principaux pays consommateurs étant également les principales sources de produits chimiques servant à la fabrication des drogues, il faudrait également inclure dans les programmes de réduction de la demande un mécanisme efficace de surveillance qui entrave l'exportation de produits chimiques destinés à être utilisés par les producteurs de stupéfiants. Les fabricants de produits chimiques peuvent apporter leur contribution à cet effort en assurant que leurs exportations ne sont pas destinées à la production illicite de drogues. Le Ghana accueille avec satisfaction l'initiative de l'Organe international de contrôle des stupéfiants tendant à créer un service chargé de veiller à l'application de l'article 12 de la Convention de 1988 relatif au contrôle des substances fréquemment utilisées dans la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes.

15. Tout programme international réaliste visant à éliminer les sources d'offre devrait unir les efforts de lutte contre les drogues à l'établissement d'un régime économique international juste qui permette aux pays en développement d'écouler sur le marché mondial, à un prix équitable, leurs produits légitimes. Il ne suffit pas de proclamer comme objectif la destruction des cultures de coca ou de marijuana sans rien faire pour les remplacer par un nouveau système de production. Encore faut-il penser aux centaines de milliers d'agriculteurs qui dépendent de ces cultures pour leur subsistance. Les efforts visant à mettre en place des programmes viables de remplacement des cultures devraient être complétés non seulement par la création des marchés nécessaires aux nouvelles cultures mais également par la garantie de prix justes pour ces cultures.

16. Les ports d'Afrique occidentale sont de plus en plus utilisés pour le transit des stupéfiants. Le Ghana ne se borne pas à saisir les drogues qui parviennent à ces ports mais il fait tout son possible pour améliorer les méthodes de détection des trafiquants qui sont recherchés dans d'autres régions. Il est toutefois nécessaire de mettre en place à l'échelon régional et international un vaste

(M. Awoonor, Ghana)

mécanisme chargé de lutter contre le trafic des drogues afin d'assurer que les succès rencontrés dans une région n'affectent pas de manière négative les autres régions. A cet égard, il serait utile d'appliquer strictement les principes de la Convention de 1988.

17. Les trafiquants qui ont été poursuivis avec succès dans certaines régions ont choisi d'autres régions en développement qui ne disposent pas du matériel nécessaire pour détecter et contrôler efficacement leurs activités. Ces pays se féliciteraient de recevoir une coopération régionale et bilatérale pour faire face à ce problème. Il faut doter les économies fragiles des pays où apparaissent de nouvelles voies de transit du matériel nécessaire pour détecter les trafiquants qui utilisent leurs ports. Il faut également former leur personnel douanier et leurs agents de la force publique et doter ces pays de laboratoires adéquats. Le Ghana se félicite des efforts qu'a déployés dans ce domaine le Fonds des Nations Unies pour le contrôle de l'abus des drogues.

18. M. MONTALVO (Equateur) réaffirme la foi totale et absolue de l'Equateur dans les principes fondamentaux de la coopération et de la solidarité internationales qui sont la seule réponse possible que la Communauté mondiale peut apporter à l'intensification sans précédent du trafic des drogues sous toutes ses formes et à l'internationalisation de ce fléau qui n'a pas de précédent dans l'histoire. Aucune société n'est à l'abri du problème des drogues. Les effets de ce problème se sont même aggravés au cours des dernières années en Equateur où le trafic des stupéfiants a toujours été marginal. Dans ce pays, on ne produit pas de marijuana et on ne raffine pas la cocaïne; on ne produit que 1 % du total de la coca produite dans la région andine. Les paysans équatoriens ne sont pas habitués à consommer la coca et leur économie ne dépend pas de la culture de cette plante.

19. L'influence des capitaux provenant du commerce des drogues n'est pas considérable en Equateur où l'on a assisté qu'à titre exceptionnel à des cas de corruption au sein des organes qui luttent contre le trafic des drogues ou qui administrent la justice et où ne règne pas la violence qui est un sous-produit des grandes mafias de trafiquants de stupéfiants.

20. C'est pourquoi les observateurs de tous les pays qualifient l'Equateur d'"île de paix" dans une région déchirée par la violence. En dépit de cela, en raison de sa proximité qui est plus que géographique, l'Equateur se sent solidaire des autres pays andins dans leur lutte contre le trafic des stupéfiants. C'est au nom de ce sentiment inconditionnel de solidarité que l'Equateur prend part à l'"Initiative des Amériques pour les pays andins".

21. L'Equateur sait que seule une action concertée et des politiques communes permettront de résoudre ce problème. C'est pourquoi il a apporté la plus grande collaboration aux pays voisins, utilisant des mécanismes juridiques régionaux, échangeant des informations et participant au contrôle réciproque du mouvement des marchandises, des capitaux et des personnes. Il a en outre défendu le principe de la "responsabilité partagée" qui, dans une vision globale, tient compte des

(M. Montalvo, Equateur)

origines sociales, économiques et culturelles du problème des drogues. L'Equateur a en outre vigoureusement insisté, dans sa lutte contre le trafic des stupéfiants, sur le respect absolu de la souveraineté et de l'intégrité des Etats.

22. Le trafic des stupéfiants constitue une violation manifeste des droits de l'homme et une atteinte à la paix, à la vie démocratique et aux relations entre les peuples. C'est pourquoi, le 23 mars 1990, l'Equateur a ratifié la Convention internationale de 1988 et, en juin 1990, a accueilli une réunion interaméricaine sur "l'éducation dans l'action contre l'abus des drogues".

23. En application des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, notamment de la Déclaration politique et du Plan d'action mondial, l'Equateur a créé le Conseil national de contrôle des stupéfiants et divers "contrôles de services intégrés". Il a également promulgué le "Plan national de prévention intégrale de la production, du trafic et de la consommation de drogues" ainsi que la loi sur les stupéfiants et les substances psychotropes, véritable innovation dans la législation équatorienne qui introduit des formes juridiques originales aux fins de la poursuite, de la prévention, de la définition et de la répression des crimes liés au trafic des stupéfiants.

24. Le problème de la drogue est un mal structurel. Pour y faire face il faut donc accorder une attention particulière aux régimes socio-économiques injustes. Il faut également qu'il y ait coopération et partage des responsabilités, à l'échelle internationale. En ce qui concerne la région andine, il est indispensable d'affronter ce problème par le remplacement rentable des cultures, la garantie de la commercialisation des ressources de base, les investissements de remplacement et le règlement du problème de la dette extérieure.

25. Enfin, l'intervenant se réfère aux rapports publiés sous les cotes A/45/535 et A/45/652 et Add.1 et souscrit en particulier à deux suggestions qui figurent dans ce dernier, à savoir l'intégration de toutes les activités menées par les Nations Unies dans ce domaine sous la direction d'un fonctionnaire de rang supérieur ainsi que la désignation d'une unité d'appui et la nécessité urgente d'assurer que toutes les fonctions de l'Organisation soient menées à bien avec une plus grande efficacité et un plus grand pragmatisme.

26. M. ARCILLA (Philippines) dit que le problème des drogues revêt actuellement une telle ampleur qu'il doit être affronté en permanence et à tous les niveaux car aucun pays et aucune organisation internationale ne peut, à elle seule, lutter avec succès contre les groupes transnationaux et les consortiums qui se consacrent au trafic illicite des drogues.

27. Bien que les Philippines disposent de ressources limitées, leur gouvernement lutte contre ce fléau en mettant en oeuvre une stratégie multiple qui comprend l'application de la loi, l'éducation, la formation et l'information préventive et le traitement et la réadaptation des toxicomanes. En outre, il a récemment élaboré un programme d'action visant à prévenir et à contrôler l'abus des drogues. De vastes opérations d'arrestation de trafiquants et d'élimination des cultures de

(M. Arcilla, Philippines)

marijuana ont également été réalisées, notamment dans les zones rurales habitées par une population dont la misère est exploitée par les trafiquants de drogues. A l'échelon international, le Gouvernement philippin participe à des opérations conjointes et à un échange d'informations avec les services de renseignement d'autres pays, notamment avec les membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, l'Australie et les Etats-Unis d'Amérique.

28. La facilité relative avec laquelle le trafic illégal des drogues traverse les frontières des Philippines, qui est due à la situation géographique du pays, explique l'intérêt de ce pays pour la coopération bilatérale et multilatérale. A cet égard, la délégation philippine se félicite de l'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988, dont les Philippines sont signataires. Les Philippines entendent ratifier cette convention et elles ont déjà incorporé dans leur législation ses dispositions qui ont trait à la répression des crimes liés au trafic de drogues. En ce qui concerne le rôle central que l'Organisation des Nations Unies joue dans ses efforts à l'échelon international, il y a lieu de mentionner la Déclaration politique qui a été adoptée à la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite de drogues, qui s'est tenue à Vienne en 1987, la dix-septième session extraordinaire de l'Assemblée générale et le Sommet ministériel mondial sur la réduction de la demande de drogues et la lutte contre la cocaïne, qui s'est tenu à Londres en avril 1990. Il est un domaine crucial dans lequel les efforts de l'Organisation ne sont pas aussi apparents, c'est celui de la coordination visant à accroître l'efficacité de la structure existante en matière de lutte contre l'abus des drogues. Un progrès important a été réalisé grâce au regroupement des fonctions en un seul service et à cet égard, les Philippines attachent un intérêt particulier à la version modifiée du rapport du Secrétaire général, publié sous la cote A/45/542, qui a été agencé conformément au plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues et au Schéma multidisciplinaire complet pour les activités futures de lutte contre l'abus des drogues.

29. Il faut également se féliciter du rapport du Groupe d'experts publié sous la cote A/45/652/Add.1 dont les Philippines acceptent en principe les recommandations; toutefois, eu égard aux incidences financières et administratives découlant de la restructuration, les Philippines sont disposées à procéder à un échange de vues avec les autres délégations au sujet des formes que doit revêtir la nouvelle structure unifiée. La délégation philippine prend note des divergences qui existent entre le rapport des experts et celui du Secrétaire général (A/45/652) et espère que ces différences seront rapidement éliminées puisqu'il existe un consensus au sujet de l'approche à adopter et de la structure coordonnée. Les Philippines éprouvent également un grand intérêt pour le rapport préliminaire publié sous la cote A/45/535, relatif aux répercussions économiques et sociales du trafic des drogues qui, hélas, ne contient pas d'étude approfondie en raison du manque de temps et de l'insuffisance des données d'expérience. Il est nécessaire de réaliser cette étude approfondie en veillant à ce qu'elle comporte une évaluation chiffrée des transactions économiques telles que le blanchiment des capitaux, la confiscation de biens et les activités du crime organisé, ainsi que de leurs effets sur les économies nationales.

30. M. WISNUMURTI (Indonésie) se réfère au consensus qui existe à l'échelon mondial en faveur de l'adoption de mesures équilibrées de coopération, à tous les niveaux, en vue de lutter contre le problème de l'offre et de la demande de drogues illicites, consensus qui s'est clairement dégagé à la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite de drogues, tenue à Vienne en 1987. C'est à cette conférence qu'a été adopté le Schéma multidisciplinaire complet pour les activités futures de lutte contre l'abus des drogues, qui présente un cadre général d'action, lequel a été par la suite renforcé par d'autres instruments, dont la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes. La délégation indonésienne prend note du fait que dans le rapport publié sous la cote A/45/495, le Secrétaire général annonce l'entrée en vigueur de cette convention, après sa ratification par le nombre requis d'Etats. Il y a lieu de signaler que l'Indonésie a signé la Convention et a créé un comité national chargé d'oeuvrer en vue de sa ratification et qu'elle a également commencé à appliquer, à titre provisoire, ses dispositions, dans le cadre des principes juridiques du pays.

31. Parmi les autres importants événements qui sont survenus cette année dans le cadre de la lutte contre le trafic illicite et l'abus des drogues, figure également la convocation de la dix-septième session extraordinaire de l'Assemblée générale qui a adopté une importante déclaration, reconnu le lien qui existait entre les problèmes liés aux drogues illicites et la situation socio-économique et culturelle et approuvé un programme d'action mondial. La délégation indonésienne se félicite des mesures qui ont été adoptées en vue d'appliquer le plan établi sur la base de ce programme, lesquelles sont énoncées dans le document A/45/536. Le Sommet ministériel mondial sur la réduction de la demande de drogues et la lutte contre la cocaïne, qui s'est tenu en avril 1990, à Londres, a également apporté une importante contribution à la poursuite de la lutte et à la stratégie globale dans ces domaines.

32. Se référant aux origines de la création du Groupe d'experts chargé de conseiller et d'assister le Secrétaire général en vue d'accroître l'efficacité du dispositif de lutte contre l'abus des drogues de l'Organisation des Nations Unies, l'intervenant dit que le rapport du Groupe (A/45/652/Add.1) contient des formules claires concernant la structure qui est indispensable si l'on veut que les divers organes de l'Organisation s'acquittent de leur mandat. Il faut également signaler les changements introduits par le Secrétaire général sur la base des conclusions du Groupe d'experts, ainsi que le fait que plusieurs de ces mesures entreront en vigueur au début de la Décennie des Nations Unies contre l'abus des drogues, que l'Assemblée générale a proclamée à sa dix-septième session extraordinaire. Il faut également se féliciter des activités du Coordonnateur de toutes les activités de l'Organisation des Nations Unies liées au contrôle des drogues, lequel a effectué d'importants progrès depuis que son poste a été transféré à l'Office des Nations Unies à Vienne, ainsi que de la contribution que le Plan d'action a apportée à l'ensemble du dispositif de lutte contre l'abus des drogues de l'Organisation en permettant d'éviter les doubles emplois et de rationaliser l'utilisation des ressources de l'Organisation. La délégation indonésienne exprime l'espoir que ce plan sera mis en oeuvre chaque année.

33. **M. RICHEY** (Bulgarie) dit que l'année précédente, la communauté internationale a su surmonter les obstacles politiques, idéologiques et autres en vue de réaliser un progrès très important dans la lutte contre l'abus et le trafic illicite des drogues : l'adoption, par l'Assemblée générale, à sa dix-septième session extraordinaire, de la Déclaration politique et du Programme d'action mondial qui, avec leur méthodologie équilibrée et les diverses propositions qui y sont formulées sur le plan économique, social, juridique ainsi que sur celui de la répression, constituent une base appropriée pour l'adoption, par tous les Etats Membres, de mesures visant à éliminer le fléau de la drogue. Il y a lieu également de mentionner les résultats du Sommet ministériel mondial sur la réduction de la demande de drogues et la lutte contre la cocaïne, qui s'est tenu à l'initiative du Royaume-Uni.

34. La délégation bulgare attache une importance particulière à l'entrée en vigueur rapide de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988 ainsi que l'incorporation de ses dispositions dans les législations nationales. Cette première phase de la création d'un cadre juridique de coopération internationale à l'échelon mondial sera suivie par la mise en place d'un régime d'accords de coopération aux niveaux régional et bilatéral. La délégation bulgare souscrit à la recommandation qui figure dans le rapport du Groupe d'experts chargé de conseiller et d'assister le Secrétaire général en vue d'accroître l'efficacité du dispositif de lutte contre l'abus des drogues de l'Organisation des Nations Unies, et qui tend à créer un centre des Nations Unies qui serait chargé de coordonner les activités de tous les organes de l'Organisation dans ce domaine, sans pour autant porter atteinte à l'autonomie du secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants.

35. En dépit des difficultés économiques et politiques qu'elle connaît actuellement en cette période de transition vers une économie de marché, la Bulgarie est disposée à intensifier sa coopération avec tous les Etats intéressés en vue de mettre fin à l'intense trafic illicite de drogues qui passe par la célèbre route des Balkans. Au cours des 12 derniers mois, à l'initiative et avec l'aide du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, des mesures concrètes ont été adoptées pour intensifier la surveillance de cette route. En outre, au cours des réunions des fonctionnaires chargés de la répression qui se sont tenues à Rome et à Sofia, des mesures ont été convenues pour renforcer la coopération entre les pays de cette région et ceux de l'Europe occidentale.

36. **Mme LISSIDINI** (Uruguay) dit qu'au cours des dernières années, d'importants progrès juridiques ont été enregistrés dans la lutte contre l'abus et le trafic illicites des drogues. Il s'agit en particulier de l'adoption du Schéma multidisciplinaire complet pour les activités futures de lutte contre l'abus des drogues de 1987; de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988 qui entrera prochainement en vigueur, et de la Déclaration politique et du Programme d'action mondial, que l'Assemblée générale a adoptés à sa dix-septième session extraordinaire de février 1990. A ces instruments, il convient d'ajouter la mise en place d'un Programme des Nations Unies conformément à la recommandation du Groupe d'experts

(Mme Lissidini, Uruguay)

chargé de conseiller et d'assister le Secrétaire général, à laquelle l'Uruguay apporte son appui. L'accroissement de la consommation et du trafic illicite des stupéfiants rend nécessaire une coopération internationale, sur la base du principe de la responsabilité partagée, dont l'acceptation a permis de surmonter la polémique entre les pays consommateurs et les pays producteurs, en vue de réduire les cultures illicites en les remplaçant par des cultures de rapport et en vue de diminuer la demande de stupéfiants.

37. L'abus et le trafic illicite des drogues ont des conséquences néfastes pour la société, la famille et l'individu. Ils portent préjudice à l'économie des pays qui se trouvent dans l'obligation de consacrer des ressources à la prévention, au traitement et à la réadaptation des toxicomanes ainsi qu'à la répression et à la punition des crimes connexes. C'est pourquoi la délégation uruguayenne considère très utiles les recommandations qui ont été formulées par le Groupe intergouvernemental d'experts chargé d'étudier les conséquences économiques et sociales du trafic illicite des drogues, notamment celle concernant la réalisation d'études visant à déterminer les effets sociaux et économiques de ce trafic dans diverses régions du monde.

38. En Uruguay, où il n'existe pas de production illicite, mais où l'abus et le trafic illicite de drogues sont à déplorer, un plan national a été établi pour affronter ce problème et un organe interministériel a été créé pour formuler des politiques, élaborer des rapports et des études, promouvoir la coopération internationale, régionale et sous-régionale et adopter des mesures dans le domaine de la sécurité, de l'éducation préventive, de l'aide et de la réadaptation. Par ailleurs, tout en reconnaissant le principe du secret des opérations bancaires, la législation en vigueur permet, dans certaines circonstances, à la justice d'obtenir des renseignements auprès des banques pour lutter contre le blanchiment de l'argent obtenu par le trafic illicite de stupéfiants.

39. M. JIT (Inde) signale qu'au cours de l'année qui s'est écoulée depuis la session précédente de l'Assemblée générale, le système des Nations Unies a fortement progressé dans le domaine de la lutte contre l'abus et le trafic illicite des drogues grâce à la tenue de la dix-septième session extraordinaire de l'Assemblée générale et à l'élaboration de toutes les études qui y ont été demandées : le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies, pour la lutte contre l'abus des drogues, l'étude du Groupe intergouvernemental d'experts chargé d'étudier les conséquences économiques et sociales du trafic illicite des drogues, et le rapport du Groupe d'experts chargé de conseiller et d'assister le Secrétaire général en vue d'accroître l'efficacité du dispositif de lutte contre l'abus des drogues de l'Organisation des Nations Unies, qui reconnaissent tous la nécessité de réduire non seulement l'offre mais également la demande de drogues illicites.

40. Bien que le problème des drogues dépasse les frontières nationales, puisqu'il touche les pays producteurs, les pays de transit, comme l'Inde, et les pays consommateurs, la lutte contre l'abus de drogues se déroule essentiellement à l'échelon national, aussi les pays qui s'efforcent d'éliminer ce fléau doivent-ils recevoir toute l'aide dont ils ont besoin.

/...

(M. Jit, Inde)

41. L'Inde produit des drogues licites, en particulier le pavot, à des fins essentiellement médicales et conformément à un régime strict de contrôle de la distribution et des ventes et s'appuie sur une administration de qualité remarquable, reconnue par divers organismes internationaux intéressés et par l'Organe international de contrôle des stupéfiants lui-même qui, dans ses rapports, indique que le régime de contrôle établi conformément à la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, continue à fonctionner de façon satisfaisante. En dépit de cela, des mesures ont été adoptées pour réduire les surfaces ensemencées de pavot, avec les conséquences sociales et économiques négatives qui en ont découlé.

42. La délégation indienne se déclare surprise et déçue par la proposition tendant à insérer un nouveau paragraphe après le paragraphe 42 du document publié sous la cote E/1990/39/Add.1 dans lequel il serait dit que le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues prêterait "une attention particulière à l'élaboration et à l'application de programmes visant à limiter l'offre de stupéfiants et de substances psychotropes, sous contrôle international, à des fins médicales légitimes...", ce qui va à l'encontre des conclusions du rapport sur la demande et l'offre de substances opiacées destinées à répondre aux besoins médicaux, qui avait été établi par l'Organe international de contrôle des stupéfiants, à savoir que le besoin de ces substances à des fins légitimes n'était pas pleinement satisfait, notamment dans les pays en développement. Il s'agit là d'un exemple flagrant de manque de coordination entre les divers organes du système des Nations Unies actifs dans ce domaine.

43. Bien que le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (E/1990/39) soit caractérisé par un équilibre entre la nécessité de résoudre le problème et celle de protéger les intérêts légitimes des pays en développement, l'attitude adoptée dans le document publié sous la cote E/1990/39/Add.1 à l'égard des producteurs de substances opiacées licites est totalement inadéquate. Ce qui est encore plus grave, c'est que ce document ne fait pas du tout état des problèmes des Etats de transit. La délégation indienne espère par conséquent que le Secrétariat prendra acte de ces préoccupations et en rendra compte dans la prochaine version révisée du Plan d'action. Le Gouvernement indien accueille avec une grande satisfaction l'entrée en vigueur prochaine de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, qui a reçu les 20 ratifications nécessaires, y compris celle de son pays.

44. M. SOTO (Cuba) réitère une fois de plus la ferme volonté politique de Cuba de faire tout ce qui est en son pouvoir pour éliminer la production, le trafic et la consommation illicite des stupéfiants et des substances psychotropes. Bien qu'à Cuba les stupéfiants ne soient pas un problème social, la situation géographique du pays, qui se trouve entre les centres de production d'Amérique du Sud et le plus grand consommateur mondial, incitent les trafiquants à violer ses eaux territoriales et son espace aérien et provoquent l'arrivée sur ses côtes de ballots de drogues. Certes, ces actions ne restent pas impunies. Entre 1985 et 1989, Cuba a saisi et détruit 128 tonnes de drogues diverses, toutes destinées aux Etats-Unis. Selon des informations d'INTERPOL, Cuba aurait arraisonné

(M. Soto, Cuba)

73 embarcations et 30 aéronefs dont 84 étaient immatriculés en Amérique du Nord et arrêté 422 trafiquants, dont 200 étaient des citoyens américains ou des Cubains résidant aux Etats-Unis.

45. Cuba, qui a été l'un des premiers pays à adhérer à la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988, et qui est partie aux autres instruments internationaux consacrés à cette question, révisé en ce moment ses lois en vue de prévoir des peines plus lourdes pour ces crimes, étant entendu qu'elle a appliqué avec la plus grande rigueur la législation en vigueur et qu'elle a en outre signé l'année précédente des accords bilatéraux avec divers pays. Les maîtres absolus du plus grand marché de consommateurs de la planète ont rejeté, sans donner de raison, les propositions répétées de Cuba tendant à établir des relations de coopération dans ce domaine.

46. Avant la Révolution, Cuba avait souffert du fléau du trafic illicite et de l'abus des drogues qui lui avaient valu le nom de "paradis des Caraïbes". C'était certes un "paradis" très étrange qui ressemblait beaucoup à Sodome et Gomorrhe où, à côté de la faim et de la misère, dominait la mafia étrangère alliée aux dirigeants corrompus de l'époque. En janvier 1959, le triomphe de la Révolution, avec la fuite des dictateurs, des hommes politiques vénaux et corrompus, des criminels de guerre et des bourreaux qui protégeaient les délinquants de tout acabit, a permis de réprimer les mafias du trafic, de la prostitution et des jeux. Les profonds changements que le pays a connus et qui ont permis d'éliminer la famine, le chômage, l'analphabétisme, le sous-développement, le vagabondage et le manque de soins médicaux, ont créé le cadre de vie qui permet aujourd'hui aux Cubains de vivre décemment et de jouir d'une véritable liberté.

47. La délégation cubaine se joint aux orateurs qui se sont exprimés en faveur de la mise en place d'une organisation unifiée des Nations Unies chargée des problèmes liés aux stupéfiants et aux substances psychotropes. Le service ainsi créé devrait jouer un rôle important dans cette bataille. Il est clair que son succès dépendra de la volonté politique des Etats.

48. L'intervenant se déclare satisfait des importants progrès qui ont été enregistrés au niveau de la lutte contre le problème de la production, du trafic et de la demande illicite de stupéfiants et de substances psychotropes. Il signale que, bien que nécessaire, un règlement politique est en soi insuffisant. En Amérique latine, les énormes dépenses entraînées par ce gigantesque effort portent atteinte à l'économie appauvrie et asphyxiée des pays de la région. Les résultats obtenus ne compensent pas le sacrifice consenti. Quand on utilise la lutte contre les drogues ou quand on permet qu'elle soit utilisée pour renforcer les préjugés raciaux et ethniques, la xénophobie et la haine contre les peuples et les minorités, le problème, loin de se résoudre, ne fait que se compliquer.

49. Par ailleurs, supposer que les paysans ou les pauvres d'Amérique latine se consacrent à la production et au trafic de drogues par pure méchanceté est une aberration totale. Les pays de ce que l'on appelle le tiers monde ont toujours

/...

(M. Soto, Cuba)

insisté sur l'importance qu'il y avait de remplacer la culture de coca, de marijuana et d'opiacés par des cultures de fruits, de légumes et de café. Ils y ont toujours vu une condition fondamentale, tout comme l'élévation du niveau de vie des populations rurales. On a déjà commencé à parler de formules visant à réduire le lourd fardeau de la dette extérieure des pays où la lutte contre les drogues est vitale pour l'humanité. Hélas, cette orientation n'a pas encore été acceptée par tous, elle ne jouit pas de tout l'appui nécessaire.

50. Il faut que la communauté internationale sache que la recrudescence du problème de la production, du trafic et de la demande illicite de stupéfiants et de substances psychotropes va de pair avec l'aggravation des conditions de vie dans les pays sous-développés, des inégalités entre pays riches et pays pauvres, des termes de l'échange et de la dette extérieure ainsi que de la crise économique permanente, croissante et endémique de ce que l'on appelle le tiers monde. Il n'existe pas de solutions partielles. Il faut donc trouver une solution globale au problème de la misère et du sous-développement dont souffrent de nombreux peuples de la planète et adopter des mesures efficaces dans les pays développés qui sont les principaux consommateurs. On mettrait ainsi fin à la demande croissante de drogues.

Mme COOMS (Nouvelle-Zélande) prend la présidence.

51. Mme ROMULUS (Haïti) dit que le problème des drogues est aussi vieux que le monde. Aucun pays industrialisé ou sous-développé n'échappe à ce terrible fléau qui n'établit pas de distinctions entre les classes sociales, les professions ou les niveaux d'instruction. On lui déclare la guerre en tous lieux. Néanmoins, en dépit des progrès qui ont été indéniablement réalisés, l'élimination totale de ce trafic illicite continue de paraître hors de portée. Ses ramifications sont si longues et si complexes qu'il faut se demander si le commerce international, le terrorisme et le développement économique ne dépendent pas des capacités financières dont disposent les trafiquants.

52. Conscient de la gravité du danger que représentent les drogues, Haïti n'a pas hésité à appuyer toutes les initiatives prises pour combattre ce fléau. En dépit de ses difficultés financières, il contribue aux efforts mondiaux visant à éliminer ce mal. Toutefois, sa situation géographique dans le bassin des Caraïbes rend ce pays extrêmement vulnérable. Il y a eu un échange extraordinaire d'informations entre Haïti, les Etats-Unis d'Amérique et la République dominicaine. Haïti fait écho aux initiatives des pays de la CARICOM et souhaite resserrer ses liens avec ces pays en vue de lancer une vaste campagne régionale.

53. La délégation haïtienne estime que, pour résoudre ce problème, il faut accroître les fonds publics destinés à financer des projets visant à éradiquer ce fléau. Simultanément, les institutions spécialisées de l'ONU doivent accorder une plus grande importance aux besoins des pays en développement, notamment aux activités de formation d'experts et à la mise en place ou au renforcement de structures administratives et judiciaires chargées de lutter contre les drogues. L'Organisation des Nations Unies devrait aussi jouer un rôle plus important dans la coordination des efforts visant à assurer la cohésion des structures établies.

/'...

54. M. CHOWDHURY (Bangladesh) dit que le problème de l'abus des drogues revêt une telle ampleur que seule une action internationale coordonnée et novatrice permettra de le résoudre. Eu égard à l'accroissement extraordinaire de la production et du trafic illicites, ainsi que de l'abus des drogues, il faut renforcer la coopération internationale dans la lutte contre ce fléau. D'importantes réunions internationales ont été tenues. Parmi celles-ci, il y a lieu de signaler la dix-septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, au cours de laquelle une déclaration politique et un programme d'action mondial ont été adoptés. Sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, d'importants instruments juridiques ont été élaborés dans ce domaine. Le plus important est la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, qui a été adoptée en 1988 et dont les dispositions relatives au blanchiment de l'argent, au contrôle du commerce international des produits chimiques utilisés dans la production illicite des drogues et à la confiscation de biens, revêtent une importance particulière. De l'avis de la délégation du Bangladesh, cette convention est un instrument extrêmement efficace de coopération internationale dans la lutte contre les drogues. La délégation du Bangladesh exhorte tous les Etats à la ratifier ou à y adhérer le plus tôt possible.

55. Le Bangladesh estime que le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues qui a été adopté par le Comité du programme et de la coordination et par le Conseil économique et social est essentiel à la bonne exécution des mandats relatifs au contrôle de l'abus des drogues et qu'il permettra aux Etats Membres d'évaluer les progrès réalisés par le système dans l'accomplissement de ses mandats en vertu du Schéma multidisciplinaire complet et du Programme d'action mondial.

56. La délégation du Bangladesh a examiné avec soin le rapport du Secrétaire général relatif au renforcement de l'efficacité de la structure des Nations Unies chargée de la lutte contre l'abus des drogues (A/45/652). Eu égard aux recommandations des experts, le Bangladesh souscrit à celle qui tend à charger le secrétariat unique a) de l'application des traités; b) de l'application des orientations générales et de la recherche; et c) des activités opérationnelles prévues dans le projet de programme des Nations Unies pour le contrôle de l'abus des drogues. La délégation du Bangladesh est convaincue que l'Organisation des Nations Unies accordera la priorité aux activités opérationnelles qui revêtent une importance décisive pour les pays en développement. Les experts ont formulé des recommandations équilibrées et pragmatiques. L'intervenant partage leur avis en ce qui concerne la nécessité d'améliorer le fonctionnement de la Commission des stupéfiants. Il serait peut-être utile de demander au Conseil économique et social de se charger d'examiner d'urgence les travaux de la Commission des stupéfiants.

57. Bien que le Bangladesh ne soit pas producteur de drogues ou de substances psychotropes, l'abus des drogues a acquis au cours des dernières années des proportions alarmantes dans ce pays. En outre, le Bangladesh est utilisé comme pays de transit pour le trafic des drogues. Le Gouvernement du Bangladesh a entrepris une intense campagne de lutte contre la menace des drogues en vue de réaliser les objectifs fondamentaux ci-après : a) réduire l'offre de drogues

/...

(M. Chowdhury, Bangladesh)

illicites en appliquant de strictes mesures coercitives; et b) réduire la demande, notamment par le biais de programmes d'éducation préventive et de plans visant à améliorer la situation générale des jeunes, à créer des emplois et à mettre en place des services de loisirs. Les moyens d'information sociale informent et éduquent la population tout en maintenant une surveillance constante. Ces activités sont complétées par la tenue de séminaires et de colloques sur l'ensemble du territoire.

58. Le Gouvernement du Bangladesh a créé le Département du contrôle des stupéfiants et l'a placé sous la présidence de l'épouse du chef de l'Etat. En outre, le Parlement a adopté en 1988 une nouvelle loi qui interdit la culture, la production, la fabrication, la vente, la consommation et le trafic de tous les stupéfiants et de toutes les substances psychotropes. Cette loi comporte des dispositions concernant la saisie et la confiscation des biens des trafiquants. Des mesures ont également été adoptées pour le traitement et la réadaptation des toxicomanes. Il est cependant nécessaire de continuer à intensifier les efforts internationaux visant à faire face à ce problème.

59. M. MATELA (Pologne) dit que l'abus et le trafic illicite des drogues sont devenus au cours des 10 dernières années un problème mondial qui revêt des proportions alarmantes. Après avoir évoqué les répercussions sociales de ce problème, l'intervenant appelle l'attention sur le rôle des sociétés transnationales du crime et sur la nécessité d'organiser une réaction internationale appropriée.

60. La communauté internationale a abordé ce problème à la onzième session de la Commission des stupéfiants et à la dix-septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, à laquelle ont été adoptés une Déclaration politique et un Programme d'action mondial. Au cours de la Décennie des Nations Unies contre l'abus des stupéfiants, les efforts internationaux seront principalement guidés par ces deux instruments. Les activités des organes délibérants sont complétées par les efforts constants déployés par les services administratifs, notamment par l'Organe international de contrôle des stupéfiants qui est chargé de contrôler les produits chimiques essentiels utilisés dans la fabrication illicite de stupéfiants. L'intervenant rend hommage aux efforts déployés par l'Organe dans le cadre de l'organisation, au mois de juin précédent, du Séminaire sur les moyens pratiques concernant l'application des mesures nécessaires pour ce type de contrôle.

61. Le Groupe intergouvernemental d'experts chargé d'étudier les conséquences économiques et sociales du trafic illicite des drogues a effectué une tâche importante en formulant un ensemble de recommandations sur les moyens visant à empêcher l'utilisation des services bancaires et financiers légitimes pour les transactions illicites liées au trafic des stupéfiants. L'application de ces recommandations appuierait en effet les efforts déployés par la communauté internationale pour lutter contre le trafic des drogues. Parmi les diverses propositions qui ont été formulées par le Groupe d'experts chargé de conseiller et d'assister le Secrétaire général en vue d'accroître l'efficacité du dispositif de

(M. Matela, Pologne)

lutte contre l'abus des drogues de l'Organisation des Nations Unies, la meilleure concerne la création d'un programme unifié de contrôle de l'abus des drogues qui aurait son siège à Vienne et serait financé à l'aide de ressources budgétaires et extrabudgétaires.

62. En sa qualité de membre de la Commission des stupéfiants, la Pologne a mis à la disposition de celle-ci les connaissances techniques de ses spécialistes. Elle a par ailleurs adopté plusieurs mesures préventives en vue de réduire la demande des stupéfiants et mène actuellement des activités visant à mettre fin à l'offre illicite. Les activités de prévention de l'abus des drogues sont essentiellement menées par les établissements d'enseignement, les institutions religieuses, notamment l'Eglise catholique, et les institutions spécialisées de volontaires. Ces activités ont permis de réduire l'accroissement du nombre de toxicomanes en Pologne.

63. La principale drogue des toxicomanes polonais est un dérivé du pavot de fabrication artisanale. Depuis 1985, des mesures ont été prises pour restreindre la culture du pavot, ce qui a permis de réduire considérablement l'utilisation illicite de cette drogue par les toxicomanes qui, en Pologne, sont au nombre de 10 000 à 20 000. Ce chiffre est certes inquiétant mais ne présente aucun danger, compte tenu de la population totale de la Pologne qui est de plus de 38 millions d'habitants. Hélas, cette drogue se consomme par voie intraveineuse. C'est pourquoi on a assisté en 1989 à un accroissement rapide du nombre de toxicomanes infectés par le virus d'immunodéficience humaine (VIH), lesquels sont devenus le principal groupe infecté par ce virus en Pologne.

64. Les opiacés polonais ne sont pas consommés en dehors du pays. La Pologne n'est donc pas une source de stupéfiants pour les autres pays. Par contre, eu égard à ses ramifications internationales, la production illicite d'amphétamines pour le trafic à l'étranger constitue un problème plus grave. Les autorités douanières du pays déploient, en coopération avec la police, des efforts vigoureux pour mettre fin à ce trafic. En vue d'appuyer ces efforts, la substance nécessaire pour la synthèse des amphétamines illicites a été incluse dans la liste des substances psychotropes. Cette mesure permettra d'entraver l'acquisition illicite de cette substance à l'étranger.

65. La Pologne a signé en mars 1989 la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes et a adopté diverses mesures pour assurer l'application de cet instrument. Parmi celles-ci figure le renforcement du contrôle de produits chimiques tel que celui qui a été mentionné plus haut, qui a été incorporé dans la Liste I de la Convention. Divers services gouvernementaux étudient à présent les conséquences de la Convention pour le droit civil et pénal afin de porter à son terme le processus de la ratification de la Convention en Pologne.

66. Tous les gouvernements ont l'obligation de lutter contre l'abus et le trafic illicite des drogues. La Pologne participe à cette lutte dans la mesure des moyens limités dont elle dispose, eu égard aux graves difficultés financières qu'elle connaît et elle exprime le vœu que l'action concertée de tous les pays sera couronnée de succès.

Mme Zindoga (Zimbabwe) prend de nouveau la présidence.

67. Mme FRANKEL (Israël) dit que le problème complexe des drogues, qui ne peut être résolu du jour au lendemain, requiert la coopération de tous les pays. C'est toutefois aux Etats qu'incombe la principale responsabilité dans ce domaine. L'abus des drogues et la délinquance vont de pair. Dans de nombreux cas, les toxicomanes commettent des délits pour se procurer les drogues dont ils dépendent. Le trafic des stupéfiants est en soi une activité délictueuse et donne souvent lieu à des actes de violence. En outre, de nombreux crimes sont commis sous l'effet de la drogue.

68. Pour assurer le succès à long terme de la lutte contre l'abus des drogues et la délinquance connexe, il est essentiel de recourir à une stratégie de prévention. Les programmes d'enseignement jouent un rôle important à cet égard en sensibilisant les utilisateurs de drogues aux dangers de la toxicomanie. Ils permettent également d'informer les parents et les enseignants des caractéristiques du problème et des moyens de le combattre.

69. Israël est partie à la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 et à son Protocole, et a adopté toutes les mesures nécessaires pour l'appliquer. Il a en outre adopté des mesures décisives depuis la tenue, en 1987, de la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite de drogues, en vue d'accroître l'efficacité de sa politique nationale de lutte contre l'abus des drogues. Israël a signé en décembre 1988 la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes. Depuis, il a adopté diverses mesures pour harmoniser sa législation nationale avec la Convention.

70. En juin 1988, le Parlement israélien a mis en place la Direction de la lutte contre les drogues, chargée d'élaborer une vaste stratégie, à l'échelon national, contre l'abus des drogues et de coordonner les efforts de tous les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux du pays dans ce domaine, ainsi que d'élaborer des politiques, proposer des lois, entreprendre des enquêtes, recueillir des fonds et élaborer et exécuter des programmes en vue de réduire ou de prévenir l'abus des drogues en Israël. Il ne fait aucun doute que, grâce aux activités de la Direction, de grands progrès ont été réalisés dans la lutte contre les drogues. Il reste encore cependant beaucoup à faire, notamment pour réduire l'accroissement annuel de la demande de drogues. La Direction, qui participe également à la coopération internationale dans ce domaine, a reçu des renseignements sur les politiques appliquées dans les autres pays et a instamment prié le Parlement israélien de ratifier la Convention de 1988.

71. En Israël, comme dans de nombreux autres pays, l'offre de drogues provient des pays voisins. Israël, en effet, ne produit pas de drogues illicites. Dans le passé, ce pays était utilisé pour le transit des produits commerciaux entre les pays du nord et du sud d'Israël. Comme chacun sait, le pays situé au nord d'Israël possède de vastes zones de production de haschisch et d'héroïne. Israël exhorte tous ses voisins à coopérer dans la lutte contre les drogues, en dépit de la situation politique qui règne dans la région, et il est disposé à participer aux

(Mme Frankel, Israël)

programmes internationaux visant à réduire la demande et l'offre. Seuls les efforts coordonnés de tous les pays permettront de créer les conditions requises pour éliminer le fléau mondial des drogues. Il faut laisser de côté les divergences politiques et mobiliser en bloc les pays, indépendamment de considérations politiques et autres considérations externes pour lutter contre les drogues.

72. M. AL-BADI (Oman) dit que sa délégation a examiné avec soin les documents liés au point 108 de l'ordre du jour, et en particulier les rapports du Secrétaire général et du Groupe d'experts chargé de conseiller et d'assister le Secrétaire général en vue d'accroître l'efficacité du dispositif de lutte contre l'abus des drogues de l'Organisation des Nations Unies. Il faut se féliciter des efforts déployés pour améliorer les activités menées par l'Organisation pour combattre ce problème, qui est une source de préoccupation en raison de ses conséquences négatives pour la situation économique et sociale des peuples du monde entier, notamment des jeunes, et de la menace qu'il fait peser sur les stratégies de développement de tous les pays ainsi que sur la paix et la sécurité internationales. Dans la Déclaration politique que l'Assemblée générale a adoptée à sa dix-septième session extraordinaire, la communauté internationale a exprimé sa ferme volonté de combattre ce fléau.

73. L'Oman a participé activement aux efforts internationaux et régionaux visant à éradiquer ce fléau, notamment le trafic illicite des stupéfiants, et sa politique est conforme à la politique internationale de contrôle de l'abus des drogues. La législation omanaise prévoit de lourdes peines contre les trafiquants. En outre, l'Oman est partie à la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 et envisage également d'adhérer à la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988. Le Sultanat d'Oman a créé des services spéciaux chargés de contrôler l'abus des drogues ainsi que des unités de gardes-côtes chargées de prévenir l'entrée illicite des drogues dans le pays. Un plan national visant à renforcer ces services est actuellement en cours d'exécution, et l'on créera prochainement une base de données sur l'abus des drogues dans le cadre de la politique visant à prévenir la propagation de ce fléau. Ces efforts sont déployés tant à l'échelon national qu'à l'échelon régional et arabe. Dans le cadre de cette coopération, des renseignements sont fournis aux niveaux régional et international et l'on met à profit les progrès de la science moderne et l'expérience des autres pays dans ce domaine. L'Oman est disposé à faire tout ce qui est en son pouvoir, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et de ses organismes spécialisés compétents, pour améliorer la coopération internationale dans le domaine de la lutte contre les drogues.

74. Mme SEMAFUMU (Ouganda) dresse le bilan de la lutte qui a été menée dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies contre l'abus et le trafic illicite des drogues. Ces activités remontent à 1946, date de la création de la Commission des stupéfiants. L'intervenante signale qu'en dépit de ces efforts, on a assisté au cours des 10 dernières années à une aggravation alarmante de ce problème ainsi qu'à une augmentation extraordinaire de la valeur monétaire du trafic des drogues, qui occupe actuellement la deuxième place après la course aux armements. Les dépenses

(Mme Semafumu, Ouganda)

que ce fléau entraîne dans tous les domaines vont au-delà des frontières nationales et requièrent l'adoption de mesures vigoureuses, à tous les niveaux. Il faut en outre se féliciter de la décision de la communauté internationale d'y faire face de manière concertée. C'est ce que démontre l'adoption, par consensus, de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988, qui entrera en vigueur ce mois-ci et qui, entre autres dispositions, autorise l'extradition des trafiquants de drogues.

75. Parmi les autres exemples d'action concertée, on peut citer l'adoption, par l'Assemblée générale, de la Déclaration politique et du Programme d'action mondial sur la coopération internationale contre la production, l'offre, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants et de substances psychotropes. Il y a lieu également de mentionner les rapports du Secrétaire général (A/45/542 et A/45/652 et Add.1) relatifs aux efforts déployés dans le cadre du système des Nations Unies pour lutter contre les divers aspects du problème de la drogue. Le regroupement, en un programme unique, des fonctions de la Division des stupéfiants, de l'Organe international de contrôle des stupéfiants et du Fonds des Nations Unies pour le contrôle de l'abus des drogues ne pourra que renforcer sensiblement le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine. La délégation ougandaise estime toutefois qu'en créant ce nouveau programme, il faudra tenir compte des normes en vigueur à l'Organisation en matière administrative et budgétaire afin de garantir une coordination efficace à l'échelle de l'ensemble du système.

76. La délégation ougandaise se félicite que l'on reconnaisse l'importance de la réduction et de l'élimination de la demande de drogues en tant que facteur important de l'ensemble du problème et, en particulier, que l'on adapte des stratégies et de vastes mesures pour prévenir et réduire la demande illicite ainsi que pour assurer le traitement, la réadaptation et la réinsertion sociale des toxicomanes, conformément au Programme d'action mondial.

77. Il y a lieu également de souligner les recommandations que le Secrétaire général a formulées à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à cette question, à propos de l'amélioration de la coopération pour le développement, de l'adoption de mesures d'allègement de la dette et de la garantie de marchés et de prix raisonnables pour les produits d'exportation légitimes, eu égard au fait que l'option excessivement lucrative qu'offrent les activités liées à la drogue peut être trop tentante tant pour les paysans pauvres que pour les gouvernements accablés par des pressions économiques ou par le service de la dette ou pour les fonctionnaires mal rémunérés qu'il est facile de corrompre. De plus, les pays de transit tels que l'Ouganda sont généralement incapables de déceler ou de combattre le trafic illicite des drogues en raison de leurs propres problèmes économiques et de la faiblesse de leurs ressources humaines et financières.

78. Bien qu'il ne soit qu'un Etat de transit, l'Ouganda lutte depuis très longtemps contre l'abus et le trafic illicite des drogues. En 1970, il a approuvé la loi sur la pharmacie et les drogues en vue de combattre l'abus et le trafic illicite des drogues. En septembre 1986, une Section de lutte contre les stupéfiants a été créée au sein du Département d'enquêtes criminelles d'INTERPOL. Ces efforts ont permis d'arrêter et de traduire en justice des trafiquants de drogues. L'année précédente, un Comité national de contrôle des stupéfiants a été

/...

(Mme Semafumu, Ouganda)

créé auprès du Ministère des affaires intérieures; en outre, au mois de juin dernier, l'Ouganda a adhéré à la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988.

79. La délégation ougandaise engage les Etats Membres à apporter une contribution concrète et à fournir un appui technique à l'Institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, qui a été créé à Kampala en octobre 1989 afin que l'Institut puisse commencer à fonctionner et apporter une contribution positive à la lutte mondiale contre le fléau de la drogue. L'Ouganda rend hommage aux programmes d'atténuation de la misère rurale que le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour le contrôle de l'abus des drogues et le Fonds international de développement agricole mettent en oeuvre dans les pays d'Amérique latine et d'Asie. La communauté internationale doit intensifier son action en vue d'assurer une réduction rapide et marquée de la demande illicite de drogues, ce qui permettrait de restreindre les énormes bénéfices grâce auxquels les trafiquants constituent aujourd'hui une terrible menace.

80. M. VAN LIEROP (Vanuatu), s'exprimant également au nom de l'Australie, de Fidji, des Iles Salomon, de la Nouvelle-Zélande, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et de Samoa, déclare que la région du Pacifique Sud, comme les autres régions du monde, n'est pas à l'abri du problème de l'abus et du trafic illicite des drogues. Ces phénomènes persistent en dépit de la profonde indignation morale qu'ils inspirent et des sommes considérables qui sont dépensées en vue de les résoudre. Il est ironique de noter qu'en cette fin du XXe siècle, tandis que l'humanité semble sur le point de résoudre certains des problèmes qui ont récemment menacé sa survie, elle doit affronter un nouveau défi à la civilisation de la part de ceux qui sont obsédés par les drogues ou par les bénéfices immoraux qui proviennent du trafic de ces instruments de dégradation et de mort.

81. Vanuatu se félicite donc de la tenue de la dix-septième session extraordinaire de l'Assemblée générale qui a permis d'organiser la coopération internationale dans le domaine de la lutte contre l'abus et le trafic illicite des drogues. La délégation de Vanuatu espère que la Déclaration politique et le Programme d'action mondial qui ont été adoptés à cette session ne resteront pas lettre morte et se traduiront par l'adoption de mesures collectives tangibles.

82. La délégation de Vanuatu souscrit à la proposition du Groupe d'experts chargé de conseiller et d'assister le Secrétaire général, qui tend à créer au sein de l'Organisation des Nations Unies une structure exécutive unique dans le domaine du contrôle de l'abus des drogues, qui serait dirigée par un fonctionnaire de rang supérieur, et tendant également à la mise en place, selon le principe d'une répartition géographique équitable, d'un groupe ou d'un comité chargé de fournir au directeur de cette nouvelle structure des avis et des conseils sur la meilleure manière d'utiliser et de mobiliser les contributions volontaires au titre des activités opérationnelles et de la coopération technique.

(M. Van Lierop, Vanuatu)

83. Pendant de nombreuses années, les pays du Pacifique Sud ont coopéré dans le domaine de l'application des lois et ils procèdent activement aujourd'hui à l'élaboration de mesures régionales efficaces pour faire face au problème des drogues, conformément au Programme d'action mondial. L'Organisation des Nations Unies devrait inclure le Pacifique Sud dans le champ de ses activités de lutte contre l'abus et le trafic illicite des drogues et les propositions tendant à offrir une aide juridique aux gouvernements des pays du Pacifique Sud en matière de contrôle des drogues, telles que celles qui ont été formulées à une récente réunion des fonctionnaires chargés de l'application des lois dans les Iles du Pacifique, tenue à Port Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée), suscitent un grand intérêt dans la région.

La séance est levée à 18 heures.